

LA FRANCE LIBRE

La France aux Français ! Journal Populaire, Républicain Catholique Christ et Liberté

ABONNEMENTS
UN AN MOIS 3 MOIS
LYON et Départements limitrophes... 20 fr. 11 fr. 6 fr.
Autres Départements... 24 fr. 13 fr. 7 fr.
DIRECTEUR : F.-I. MOUTHON
LYON, Rue Condé, 35 bis - RÉDACTION & ADMINISTRATION - 35 bis, Rue Condé, LYON
ANNONCES
Les Annonces sont reçues, pour Lyon et la Région :
Exclusivement
AUX BUREAUX DU JOURNAL
A Paris : Chez M. PRÉVAL, 28, Rue d'Assas

L'AFFAIRE ZOLA EN CASSATION

LA JOURNÉE

Hier ont commencé devant la cour de cassation les débats du pourvoi de Zola. Le rapport était présenté par le conseiller Chambaraud ; le pourvoi soutenu par M. Mornard. Le rapporteur et le procureur général ont conclu au maintien du jugement de la cour d'assises. M. Mornard a sa cassation et la cour s'est retirée en renvoyant à samedi prochain le prononcé de son arrêt.

La commission de l'armée a entendu hier le ministre de la guerre au sujet du service de deux ans.

A la présidence des membres présents, un avis défavorable au projet, a été voté.

La Chambre a discuté hier le projet de loi sur les warrants agricoles. Le Sénat a continué la discussion du budget.

Les obsèques des victimes du drame de Nanssard ont eu lieu hier en présence d'une foule considérable.

Hier, à Alger, une très nombreuse délégation de dames, accompagnée par une foule considérable d'antisémites, est allée protester auprès de M. Lépine contre l'arrestation et les condamnations iniques dont M. Max Régis avait été arbitrairement l'objet.

L'assassin Kerditzky, qui fit feu sur le roi de Grèce, a été condamné à mort.

EN CHINE

Les jours qui viennent de s'écouler ont été décisifs pour l'avenir de la Chine et de la colonisation européenne en Chine.

Jusqu'à présent deux théories étaient en présence. Les Russes, les Allemands, les Français marchaient d'accord et s'entendaient pour occuper sur les côtes de Chine des positions à leur convenance ou pour se faire octroyer, les uns en Mandchourie, les autres dans le Shan-tung, les trois autres enfin dans la Chine du Sud, des concessions de chemins de fer, de consulats, etc. Les Anglais, au contraire, prétendaient maintenir l'absolue intégrité de la Chine ; ils déclaraient ne vouloir que l'ouverture des ports chinois au commerce européen. Bons apôtres, ils protégeaient la Chine, pour s'assurer à eux-mêmes le fructueux monopole de l'exploitation de ses richesses ; commerce européen, en fait, est synonyme de commerce anglais. Grâce aux prêts considérables que le gouvernement anglais voulait faire au gouvernement chinois, les Anglais comptèrent établir sur le Céleste Empire un contrôle financier qui serait bien vite devenu un protectorat politique.

La politique franco-russe a fait échouer cette combinaison. Et les Anglais, subitement, avec cette décision et cet à-propos qui caractérisent leur diplomatie, ont brusquement fait volte-face. Ils renouent aujourd'hui à sauvegarder l'intégrité de l'Empire du milieu ; ils s'apprêtent à présenter au Tsung-ti Yamen une copieuse liste de revendications ; une forte démonstration navale, plus de vingt vaisseaux de guerre appuieront la démarche des diplomates. Les exigences de l'Angleterre ne sont point minces. Elle réclame les îles Chusan, non loin de l'embouchure du Yang-tse, très belle position navale que les Anglais convoitent depuis longtemps et qu'ils ont sur le point d'occuper en 1896. En outre, divers points de la vallée du Gang-Tse dont l'Angleterre voudrait faire un nouveau Gange ou un nouveau Nil. En outre, des concessions près de Hong-Kong, dans la presqu'île de Kan-Lang, et la baie de Mirs ; puis des avantages commerciaux sur le Li-Kiang et du côté de la Birmanie. En somme, ce serait toute l'immense vallée du Gang-Tse, c'est-à-dire la partie la plus riche, la plus peuplée de la Chine que les Anglais convoitent ; à ce prix seulement les apôtres de l'intégrité chinoise seront entièrement convertis à la doctrine du partage. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'en Orient c'est une règle diplomatique de demander beaucoup pour avoir quelque chose.

Le traité russo-chinois est aujourd'hui officiel et patent. Depuis longtemps un traité secret concédait aux Russes le droit de faire entrer leurs vaisseaux à Port-Arthur. Aujourd'hui le traité est public. Les Russes vont occuper et fortifier Port-Arthur et Talien-Wan. Ils vont être les maîtres de la presqu'île du Liao-tong qui commande le golfe du Pet-chili ; ils obtiennent le droit de relier Port-Arthur à leurs voies ferrées sibériennes. Port-Arthur sera le point terminus du transsibérien. Sans doute Port-Arthur n'est cédé qu'à bail renouvelable pour 25 ans, mais c'est là un euphémisme dont

personne n'est dupe. La Russie est bien installée pour jamais dans le golfe du Pet-chili, aux portes de l'Ékin. C'est là un événement d'une énorme importance et qui marquera une date dans l'histoire de l'influence européenne en Extrême-Orient. De plus en plus la Russie affirme son influence sur la Chine du Nord. Elle arrive bon premier dans la lutte pour la Chine.

Le traité sino-allemand pour Kiaotchéou a été définitivement signé le 6 mars. Il donne à l'Allemagne satisfaction entière.

Et nous ! Quelle sera notre part. M. Hanotaux a répondu très nettement à cette question samedi dernier à la tribune de la Chambre. Nos demandes seront de même nature, mais plus modestes que celles de la Russie. Notre politique sera « une politique de réserve et de sang-froid ».

La Chine sera maintenue, sa disparition et son partage seraient la source de grands malheurs ; mais, comme les autres nations, nous prendrons des garanties et des sécurités. Des pourparlers sont engagés pour obtenir « des avantages analogues, concessions, engagements territoriaux, points de pénétration, chemins de fer, avantages qui doivent avoir pour effet principal d'assurer la sécurité de notre empire indo-chinois et son action économique sur les provinces limitrophes de la Chine ». Il s'agit évidemment de l'île d'Hainan et d'avantages nous permettant de pénétrer dans le Kouang-Si et le Yun-Nan. Ainsi sera maintenu en Orient « l'équilibre des influences et des forces ».

Nous ne doutons pas que ces revendications, appuyées par une démonstration de la belle escadre de l'amiral de Beaumont, n'obtiennent satisfaction. Mais il est temps, grand temps d'agir.

Jean MONTAIGNEY

CLICHÉS

Le conservatisme a trois clichés favoris qui servent à remplir les colonnes de ses journaux à court de copie. Ils se répètent de temps à autre comme naguère la description du fameux serpent de mer dans le *Constitutionnel*.

Le premier est aussi connu que les... erreurs de la vérité : « Il y a en France 35 millions de catholiques... Ah ! si les 35 millions de catholiques faisaient ce... Si les 35 millions de catholiques français s'entendaient pour faire cela... »

Le cliché n° 2 est destiné à terrasser le socialisme, de même que le précédent à pourfendre l'impérialisme : « Vous redoutez la révolution sociale ? Allons donc ! Vous savez bien qu'il y a en France huit millions de propriétaires. Comment voulez-vous qu'ils se laissent expropriés ? Que vous connaissez peu le paysan ! »

On oublie tout bêtement que les bouleversements politiques sont l'œuvre de l'énergie du petit nombre et de la veulerie du grand. La tartine comporte généralement, en guise de conclusion, un b'aime vigoureux adressé aux grinchoux qui ne croient pas que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes, et un encouragement plus ou moins transparent donné à la somnolence et à la léthargie des satisfaits.

L'approche des élections fait surgir naturellement le cliché numéro 3 : « Le régime du suffrage universel, mais c'est le gouvernement d'une infime minorité. En effet, les cinq neuvièmes des citoyens s'abstiennent de voter. Mettez que les autres soient divisés en partis de force à peu près égale, et que la lutte soit chaude, chaque député sera l'élève de la moitié plus un des votants, c'est-à-dire que moins du tiers du corps électoral aura contribué à choisir les représentants de la nation. Voyez maintenant à quelle faible majorité sont votées la plupart des lois. Osez donc soutenir avec la Déclaration des droits de l'homme que la loi est l'expression de la volonté générale ! Quelle abominable invention décidément que le suffrage universel ! »

Mais après leur virulente critique, ces détracteurs nous offrent-ils quelque réforme ?

Nullement. Leurs cerveaux prodigieux recitent peut-être en leurs lobes des richesses que les vulgarités humaines ne soupçonnent pas, mais ils négligent de nous en faire part. Si bien qu'ils passent aux yeux du public — à tort, bien certainement — pour des esprits chagrins, en retard de plusieurs siècles sur notre temps, pour des tardigrades préhistoriques fourvoyés dans les âges modernes.

Trop de citoyens s'abstiennent de voter. Tant pis pour eux. Qu'ils ne se plaignent pas de l'insuccès de leurs revendications, et tant est qu'ils aient formé autre chose que des gémissements. Ils sont semblables aux membres d'une société commerciale qui ne mettraient jamais les pieds au conseil d'administration, et qui fuieraient contre les résolutions adoptées en leur absence.

Bon gré, mal gré, il faut prendre son parti du régime fondé sur le droit de suffrage, il faut remplir les devoirs qu'il nous impose. Nous pensons et nous espérons qu'on le disciplinera quelque jour, par le referendum ou le vote plural, ou la représentation professionnelle, ou la représentation des minorités, mais rien ne laisse prévoir qu'il disparaîtra de sitôt.

Gabriel HÉRAL.

Nos Dépêches

SERVICES TÉLÉGRAPHIQUE & TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAUX

Informations

LE CONSEIL DES MINISTRES
Paris. — En raison de la séance du Sénat, les ministres n'ont pas tenu ce matin leur réunion habituelle du jeudi.

M. QUESNAY DE BEAUREPAIRE
Paris. — Le ministre de la justice va convoquer à très bref délai le conseil supérieur de la magistrature pour l'appeler à statuer sur le cas de M. Quesnay de Beaurepaire.

M. Quesnay de Beaurepaire, depuis le jour où la commission d'enquête du Panama avait arrêté les conclusions qui l'ont fait, avait pris lui-même l'initiative de demander à être déferé à la Cour de cassation, constituée en conseil supérieur de la magistrature.

LE SERVICE DE DEUX ANS
Paris. — La commission de l'armée a entendu le ministre de la guerre au sujet de la proposition concernant le service militaire réduit à deux ans.

Le général Billot s'y est opposé avec les généraux commandants de corps et avec le conseil supérieur de la guerre. D'après lui cette mesure aurait pour résultat d'affaiblir nos forces militaires et comme effectif et comme valeur combattante.

La commission, à la presque unanimité de ses membres, s'est rangée à l'avis du ministre et a chargé le colonel Guérin de déposer un rapport concluant à un avis défavorable au projet de résolution.

ZOLA EN CASSATION

PHYSIONOMIE

Paris. — La cour de cassation, présidée par M. Loew, a commencé aujourd'hui l'examen du pourvoi formé par MM. Emile Zola et Perreux, gérant de l'*Aurore*, contre l'arrêt de la cour d'assises de la Seine, les condamnant respectivement à un an et quatre mois de prison et 3.000 francs d'amende.

L'audience est ouverte à midi dix devant un public presque exclusivement composé de journalistes.

M. Zola n'assiste pas à l'audience. Dans l'enceinte réservée, on remarque la présence de quelques dames.

Le procureur général Manau occupe en personne le siège du ministère public. M. Mornard, qui doit soutenir le pourvoi, est assis au banc des avocats.

Dès l'ouverture de l'audience, la parole est donnée à M. le conseiller Chambaraud qui donne lecture de son rapport.

Les moyens sur lesquels s'appuie le pourvoi sont au nombre de sept.

LES MOYENS DU POURVOI

1^{er} Le serment de Mme de Boulangy, interrogée par commission rogatoire du juge d'instruction Bertulius. Mme de Boulangy a seulement prêté le serment de l'instruction : « Je jure de dire la vérité ». Le serment de la cour d'assises est : « Je jure de parler sans haine, sans crainte de dire toute la vérité, rien que la vérité ».

2^e L'indivisibilité des faits contenus dans la citation. La défense aurait dû avoir le droit de faire la preuve de l'illégalité du jugement condamnant Dreyfus.

3^e Il a été refusé à la défense de poser des questions relatives à la bonne foi de M. Zola à M. Casimir-Périer et à Mme Dreyfus.

4^e Il a été refusé à la défense de poser des questions au général de Boisdeffre.

5^e Il a été émis sur le pouvoir discrétionnaire du président en ce sens que, lorsque la défense a demandé communication des pièces du procès Dreyfus, c'est la cour, par un arrêt, qui a refusé la communication, sans que le président ait déclaré d'avance refuser en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Les experts rattachés derrière le secret professionnel, alors que le secret professionnel n'existe pas pour les experts.

7^e Enfin, la plainte est nulle parce qu'elle fut portée par le ministre de la guerre, tandis qu'elle eût dû être portée par le ministre de la justice.

La discussion toute juridique de M. le rapporteur Chambaraud laisse, en fin de compte, à la cour le soin d'apprécier la valeur des moyens du pourvoi.

Toutefois, le rapporteur repousse les moyens invoqués dans le mémoire de M. Mornard, parce que, d'après lui, la défense aurait dû se pourvoir, dans les trois jours, contre chaque arrêt interlocutoire rendu au cours des débats.

Le rapporteur laisse cependant à la cour le soin d'apprécier si les droits de la défense n'ont pas reçu une grave atteinte par le refus de la cour d'assises de laisser à M. Labori poser des questions au général de Boisdeffre, alors surtout que celui-ci avait pu parler devant des juges très impressionnables, tels que le jury, défaits étrangers à la cause, (*Mouvement*).

Il estime que les experts peuvent se retrancher derrière le secret professionnel, les faits parvenus à leur connaissance ayant été à raison de leurs fonctions visés le cas de Mme de Boulangy et de M. le Comte de la Roche, qui est de la plus grande gravité. Il considère en effet que

ces deux témoins auraient dû tout au moins prêter le serment non pas de l'instruction, mais des témoins régulièrement cités devant la cour d'assises.

Le principe a été posé par un arrêt de 1868, et a été encore appliqué tout récemment. Le serment de parler sans haine, sans crainte de dire toute la vérité, rien que la vérité, doit être prêté sous peine de nullité. Mais dans l'espèce, la cour d'assises aurait pu, ou passer outre aux débats ou user de la contrainte par corps ou enfin, les témoins étant empêchés de venir, elle aurait pu renvoyer l'affaire à une autre session ; au lieu de cela la cour a cru devoir faire interroger à domicile comme elle l'eût fait pour un prévenu empêché par le service public de se transporter à l'audience.

DÉTAILS SUR LE RAPPORT CHAMBARAUD

Reservant le premier moyen, le conseiller Chambaraud, sur le second moyen, estime que les prévenus ayant voulu élargir le débat avaient dans leur modification indiqué une série de faits qu'ils qualifiaient de connexes et dont ils demandaient à faire la preuve.

Ces faits mettaient en cause le ministre de la guerre, les généraux de Boisdeffre, de Pellieux, Gonse, le colonel du Paty de Clam, les bureaux de la guerre, les experts, les membres du conseil de guerre, etc.

La cour a déclaré que la preuve de ces faits non visés par la citation ne serait pas admise et l'arrêt qu'elle a rendu dans ce sens et qui ne portait pas atteinte aux pouvoirs discrétionnaires du président est inattaquable ; cet arrêt n'a pas violé les droits de la défense ; les faits visés par la notification ne sont pas connexes.

Le troisième moyen doit être rejeté.

Sur le quatrième moyen, M. Chambaraud ayant rappelé les faits, se borne à demander à la cour d'apprécier si de l'examen de ces faits il résulte pour elle cette constatation que la défense n'a pas été libre.

Le pourvoi ne doit pas être admis sur le cinquième moyen relatif à un prétendu empiètement sur le pouvoir discrétionnaire du président.

Sur le 6^e moyen relatif aux experts qui, pour ne pas déposer, se retranchent derrière le secret professionnel, M. Chambaraud estime que le motif ne tient pas en droit et en fait ; enfin, revenant sur le premier moyen, le conseiller rapporteur, quant à la déposition de Mme de Boulangy et au serment qu'elle prêté, estime que la cour d'assises avait la triple faculté :

- 1^{re} De passer outre aux débats ;
- 2^e D'user de la contrainte par corps ;
- 3^e De renvoyer à une autre session.

La cour n'a cru devoir prendre aucun de ces partis ; elle s'est donc placée en dehors du droit commun ; en le faisant a-t-elle excédé ses pouvoirs ?

Telle est, messieurs, a dit en substance le conseiller Chambaraud, la question que vous avez à résoudre, et vous voudrez trancher cette question avec la science et l'impartialité qui vous sont coutumières.

En ce qui concerne le dernier moyen

Invoqué, moyen supplémentaire, M. Chambaraud est d'avis que la plainte devait émaner des membres du conseil de guerre réunis en assemblée générale et non du ministre de la guerre ; et le conseiller-rapporteur termine son rapport sur ces mots :

« Vous pouvez, Messieurs, user de votre autorité souveraine et il est un droit qui vous appartient, c'est de casser l'arrêt de la cour d'assises, sans le renvoyer devant une autre cour. Si vous croyez devoir agir, de la sorte, votre arrêt aura évidemment l'inconvénient d'empêcher l'exécution de la peine prononcée, mais vous aurez évité de continuer ou de renouveler par un nouveau procès l'agitation publique. »

L'audience est suspendue.

LA PRISE DE L'AUDIENCE - LE PLAIDOYER DE M. MORNARD

A la reprise de l'audience, M. Mornard développe longuement les moyens du pourvoi. Il insiste particulièrement sur les points reconnus par le rapporteur et qui sont de nature, dit-il, d'après les conclusions même du rapport, à entraîner la cassation. Comment échapper notamment à l'article 41 de la loi de 1881 qui dit : que la poursuite n'aura lieu que sur la plainte émanée du conseil de guerre réuni en assemblée générale. Vous serez d'autant plus jaloux, messieurs, dit-il en concluant, d'assurer la garantie des droits de la défense qu'il s'agit d'un homme récemment poursuivi par la clameur populaire.

Cassez cet arrêt, ce sera le meilleur service que vous pourrez rendre à la justice du pays.

L'audience est de nouveau suspendue.

LA RÉQUISITOIRE

A la seconde reprise d'audience, le procureur Manau donne ses conclusions.

Il se félicite, dit-il, de n'avoir point revu les scènes scandaleuses auxquelles on a assisté à la cour d'assises. Au surplus elles n'auraient point été tolérées dans cette enceinte. Il n'y a ici ni affaire Dreyfus ni affaire Esterhazy, l'arrêt même de celui-ci ne saurait remettre l'affaire Dreyfus en question ; ce serait un fait nouveau qui fournirait à la cour de cassation l'occasion de statuer comme elle l'a fait dans l'affaire Pierre Vaux.

Quant à Zola nous n'avons pas davantage à le connaître ici ; nous l'ignorons comme nous ignorons le gérant de l'*Aurore*.

Si la loi n'a pas été violée, il ne reste plus aux condamnés qu'à subir leur peine ; un seul homme en France, en matière judiciaire, a le pouvoir de donner un ordre : c'est le garde des sceaux, et sur cet ordre, le procureur général seul peut demander la révision

d'un procès. Qu'est-ce donc venu parler d'ordres donnés à des juges militaires ou à des jurés ? Il n'existe pas d'ordre à donner en matière judiciaire, sauf dans le cas cité plus haut, concernant le chef suprême de la magistrature ; nous sommes ici pour arrêter le torrent qui menace de nous déborder ; il y va du bon renom de la France aussi bien dans le pays que devant l'étranger.

Nous devons protester contre les injures qui ont été adressées à la magistrature et aux chefs de notre noble armée.

Examinons à présent la question de savoir si l'illégalité dont on a parlé aurait pu être établie par le jugement d'Esterhazy :

Je déclare que non et j'ajoute que la condamnation de Dreyfus ne pouvait être remise en cause.

La défense, dans ces conditions, n'avait pas à poser des questions ayant trait à ce procès.

Examinant ensuite les différents moyens invoqués à l'appui du pourvoi, l'organe du ministère public près la cour suprême les discute très longuement. C'est à tort, selon lui, que la défense a poursuivi toujours le même but : l'admission à la preuve d'un fait étranger aux débats. Et c'est avec raison que la cour d'assises par ses arrêts successifs a déjoué cette tactique ; le ministère public conclut au rejet des 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e moyens du pourvoi.

Passant au premier moyen visant le serment de Mme de Boulangy et de M. de Comminges, après avoir compulsé les différents textes de loi y afférents, il indique que la lecture faite à l'audience de la déposition d'un témoin absent et ayant seulement été entendu par un juge d'instruction sous la formule du serment prêté devant le juge est considérée comme parfaitement valable et n'a jamais entraîné un vice de forme. Pourquoi en serait-il autrement dans l'affaire qui nous occupe ?

Au surplus la défense n'a fait à l'audience aucune réserve sur le serment rendu par Mme de Boulangy. Il contient donc encore au rejet de ce moyen ; enfin sur le 7^e et dernier moyen, il déclare que si l'avocat de MM. Zola et Perreux ne l'avait pas soutenu il l'aurait lui-même invoqué.

Si, adoptant ce moyen, dit-il, vous jugez que la plainte est nulle, vous devrez casser sans renvoi.

Ce n'est pas au ministre de la guerre à porter plainte, puisqu'il n'avait pas été saisi au préalable d'une plainte émanant du premier conseil de guerre réuni en assemblée générale. C'est au corps constitué seul qu'appartient le droit de venger son honneur. Tout ceci ne serait pas équitable si le conseil de guerre qui a jugé votre affaire ne s'était pas dissous après son jugement rendu.

Donc, aux termes de la loi, c'était bien au ministre de la guerre à saisir son collègue de la justice de sa plainte. Mais si cette objection n'est pas retenue, vous casserez l'arrêt. Ce qui est votre devoir, car les honnêtes gens s'inclineront devant elle, comme nous inclinons nous-mêmes par avance avec respect.

Si vous le cassez, Messieurs, nous invitons au calme ceux qui auront remporté un succès légal peut-être peu espéré, nous condamnons à Zola de ne pas recommencer une lutte impossible, et nous émettrons le vœu qu'il s'en tienne à sa gloire littéraire.

J'aurais pensé que M. Zola déclarerait devant le jury que sa conviction intime était que les juges du conseil de guerre étaient au-dessus de tout soupçon ; il aurait fait amende honorable en reconnaissant qu'il s'était trompé, il n'en a rien fait, il serait sans doute trop tard aujourd'hui.

Après le réquisitoire de M. Manau, la cour décide qu'elle renverra le prononcé de son arrêt à samedi prochain et le président lève l'audience.

IMPRESSION D'AUDIENCE

Le réquisitoire, le plaidoyer et le rapport ont été entendus avec beaucoup de calme par le public.

Toutefois on est sorti de la salle d'audience avec l'intime conviction que le jugement serait confirmé.

Dans la rue, l'effervescence est peu considérable et nul ne se douterait ayant vu l'agitation de ce même public, il y a quelques semaines, que la même affaire l'amenait aujourd'hui autour d'autres juges.

Quelques étudiants crient : « A bas Zola ! »

Néanmoins, il est facile de sentir que si la foule est moins fiévreuse, son indignation n'est pas moins grande et qu'elle accueillerait aussi mal qu'il y a un mois un arrêt ne donnant pas satisfaction à son patriotisme blessé.

Le conflit hispano-américain

Les offices de la France

Washington. — M. Cambon, ambassadeur de France à Washington a rendu visite à M. Day, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; il lui a déclaré que si les Etats-Unis à un moment quelconque croient que la France peut aider à empêcher une crise grave et maintenir la paix, il ne doute pas que la France entreprenne de tels bons offices acceptables par les deux puissances.

La réponse de l'Espagne

Madrid. — Il est très probable que M. Sagasta aura ce soir une conférence avec le général Woodford et lui communiquera une réponse exposant l'opinion du gouvernement espagnol au sujet des demandes manifestées par le général Woodford dans la conférence de mardi.

Madrid. — M. Sagasta, interrogé au sujet de la question pendante entre les Etats-Unis et l'Espagne, a fait la déclaration suivante :

Nous nous fait et ferons toujours tout notre possible pour maintenir la paix, mais si on prétendait attenter à notre honneur et à l'intégrité de notre patrie, nous ne la tolérerions pas.

LE PROCÈS KARDITZI

Athènes. — Le procès Karditzi-Giorgis commence au milieu d'une nombreuse affluence.

On remarquait les ministres de France et de Turquie et d'autres membres du corps diplomatique, ainsi que beaucoup de femmes.

Karditzi s'efforce de rester impassible, mais il semble exténué. Il paraît, en effet, que la phlébotomie dont il est atteint a fait des progrès depuis quelque temps. Giorgis est comme une brute, il ne paraît pas se rendre compte de sa situation.

Le jury se compose de plusieurs personnes connues. Le président est l'avocat Vorres.

L'acte d'accusation relate les antécédents de Karditzi qui sont exécrables. Plusieurs fois il a attaqué diverses personnes, parmi lesquelles ses frères et ses sœurs et fut condamné pour ces faits.

Après les formalités d'usage, le greffier lit la déposition faite sous serment par la princesse Marie qui ne relate que des faits connus.

Les premiers témoins sont le cocher de la voiture royale et le laquais qui fut blessé. Ce dernier raconte qu'en examinant récemment les vêtements qu'il portait le jour de l'attentat, il a retrouvé dans sa casquette un trou fait par une seconde balle.

Quelques femmes viennent ensuite raconter comment Karditzi et son complice déposèrent leurs fusils chez elles la veille de l'attentat.

Un employé de la mairie nommé Delanyan raconte que, la veille de l'attentat, il trouva une bombe de dynamite dans une armoire de la mairie, appartenant à Karditzi. (Murmures et exclamations.)

Quelques témoins, cités par la défense, racontent que Karditzi était dans les derniers temps très rangé et remplissait ses fonctions avec dévouement. Ils disent que l'accusé était sujet à des accès de mélancolie.

La suite des dépositions est renvoyée à l'après-midi.

LE VERDICT

Athènes. — A l'issue de l'audience du soir, les juges de Giorgis et Karditzi ont rendu leur jugement les condamnant à mort.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 31 mars — Présidence de M. Brisson

La séance est ouverte à 2 h. 25.

L'emprunt grec

M. Hanotaux dépose un projet approuvant la convention relative à la garantie de l'emprunt grec. Il demande le renvoi à la commission du budget.

M. Denys Cochin propose la nomination d'une commission spéciale.

M. Hanotaux insiste pour le renvoi à la commission du budget, en raison de l'urgence de la question.

M. Goblet appuie la proposition Cochin, afin de donner un certain éclat à la manifestation que la Chambre est appelée à faire sur cette affaire.

M. Méline, répondant à M. Goblet, objecte qu'on risquerait de retarder le vote du projet, qui doit être adopté avant la séparation de la Chambre.

— Le renvoi à la commission du budget n'empêchera pas M. Goblet d'instituer un débat sur cette question, si cela lui plaît. (*Protestations à l'extrême-gauche.*)

M. Cochin. — Je ne vois aucun retard possible. Il s'agit d'une question internationale importante. Il serait désirable de donner quelque solennité à la manifestation de la Chambre en faveur de la nation hellénique. (*Très bien à gauche.*)

Le renvoi à la commission du budget est prononcé par 298 voix contre 242.

PROJETS DIVERS

On adopte des projets locaux intéressant le Pas-de-Calais, le Nord et la Haute-Vienne.

Au début de la séance, M. Jumel a déposé un rapport sur le projet de loi concernant le déplacement des arsenaux de Grenoble et la cession à cette ville des bâtiments et terrains militaires correspondants ; il demande l'urgence et la discussion immédiate.

L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée.

Le projet de loi est adopté.

La Chambre adopte, après déclaration d'urgence, le projet modifiant la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet modifiant les droits de douane sur l'acide borique.

Le projet est adopté par 313 voix contre 121.

M. Krantz dépose un rapport sur le projet portant ouverture et annulation de crédit de 2.536.000 francs ; il s'agit de régulariser l'opération par laquelle la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée dans les lignes P.-L.-M.

L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée.

Le projet est adopté par 467 voix contre 27.

L'ordre du jour appelle le projet modifiant le droit de douane sur les porcs, cochons de lait, viandes fraîches et salées de porcs, charcuterie et saindoux.

Le projet est adopté sans opposition par 432 voix contre 90.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de M. Saint-Quentin, modifiant les droits de douanes concernant les

DEPARTEMENTS

AIN
Dernière Heure
Incendie. — Mercredi, 30 mars, à 8 heures du soir, un incendie s'est déclaré chez M. Constantin Giroux, boulanger, rue de la République, 12. Les flammes, qui ont été éteintes par les pompiers, ont détruit une partie du bâtiment. Les pertes s'évaluent à 2.000 francs et sont couvertes par une assurance.

RHONE
Dernière Heure
Terrorisme. — Cercle d'études sociales. — Le groupe d'études sociales a tenu une réunion mercredi à 8 h. 12 du soir, à laquelle assistaient une vingtaine d'hommes et de jeunes gens. Sur le sujet : « Le rôle de l'Eglise au moyen âge », un membre du groupe a donné une conférence, après laquelle les membres du groupe ont émis des conclusions sur la liberté de conscience et sur la liberté de culte. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

Dernière Heure
Mort. — Le candidat socialiste, M. A. Mornant, a donné une conférence au Cercle d'études sociales, mercredi soir, à 8 heures. M. Mornant a exposé les principes du socialisme et a répondu aux questions des auditeurs. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

MARCHÉS

MARCHÉ AUX BESTIAUX
Lyon-Vaise, 31 mars 1898.
Moutons amenés. 2352 | Vendus..... tous
Prix (coté non compris) les 100 k. : 160 à 185 fr.
Vaches amenées..... 61 | Vendus..... tous
Prix (coté non compris) les 100 k. : 110 à 115 fr.
Porcs amenés..... 322 | Vendus..... tous
Prix (coté non compris) les 100 k. : 112 à 120 fr.
Pour les porcs, le marché ne reprendra que vers la Toussaint les jadis d'hiver.

MARCHÉ AUX POMMES DE TERRE
Lyon-St-Jean, 31 mars 1898.
Auvergnais jaunes 1^{er} choix..... 13. » à 14. »
..... ordinaires..... 10. » à 12. »
Early nouvelles..... 14. » à 15. »
Rouges..... 8. » à 9.50
Institut de Beauvais..... 11. » à 12. »
Cavalloni jaunes..... 8. » à 8.50
Richter Imperator..... 9. » à 10. »
Jaunes de pays, nouvelles..... 9. » à 10. »
Violettes..... 11. » à 12. »
Les 100 ktl., livrables sur le marché.
Pour la semaine, on cote à Lyon :
Institut de Beauvais, 12. »
Rouge de la Loire, 12. »
Early de l'Oise, 15. ».

MARCHÉ DE LA MARTINIÈRE
Lyon, le 31 mars 1898.
Beurre, le kilo..... 2.45 à 2.70
Œufs, le cent..... 5.50 à 6.50
Fromages de la région, le kilo..... 2. » à 2.65

À LOUER
46, Rue de la Charité, 46
Vaste Local
Parfaitement Aménagé
BELLES SALLES SPACIEUSES
Convientrait très bien pour Cercles
Bureaux de Société, Agence d'affaires, etc., etc
S'adresser aux bureaux du journal.

LIQUEUR AGRÉABLE
Tonique et Digestif
ELIXIR GAULOIS
Exiger sur chaque Cruche
la Capsule portant le Coq de la
MAISON FILLON à LYON
Hors Concours Paris 1875, Lyon 1894
Se trouve dans les bons Établissements

Brasserie de la Perle
73, RUE DE LA RÉPUBLIQUE, 73
GRÉGOIRE, Propriétaire
Déjeuner, 2 fr. 50. Dîner, 3 fr.
Salle à manger et Salons au 1^{er} (entrées par l'allée).
SERVICE À LA CARTE ET À TOUTE HEURE
Sous le Spectacle
Succursale : CAFÉ DE L'ELDORADO
Cours Gambetta, 35

M^{re} MOLIN FRÈRES
25, rue Hôtel-de-Ville — Place des Jacobins
Maison Spéciale de LINGERIE, Bonneterie
POUR DAMES ET POUR HOMMES

FABRIQUE
de Parapluies
OMBRELLES
Au Chinois
CHOIX
Immense
de
CANES ET EN-CAS
Articles pour Cadeaux
Tous les articles sont fabriqués par la maison
4, Avenue des Ponts, 4

AGENCE DE PLACEMENT
POUR EMPLOYÉS
DOMESTIQUES 3, RUE DU PLATRE, 3
LYON-TERREUX
Le Gérant : G. TOURNIER.

Situation grave
Madrid. — Un personnage très influent, dans une conversation avec notre correspondant de Madrid, a déclaré que la situation reste toujours très tendue. On ne peut prévoir l'issue de la situation actuelle, mais le moindre détail pourrait changer l'état des choses.

Satisfaction relative
Madrid. — Le ministre des travaux publics a déclaré que les nouvelles requêtes de Cuba dans les dernières vingt-quatre heures ont amélioré la situation de l'Espagne. Mais le ministre a ajouté que ces impressions satisfaisantes n'étaient pas relatives aux États-Unis.

Les précautions de l'Espagne
Toulon. — Le gouvernement espagnol, en prévision des événements de Cuba, a télégraphié de renvoyer le plus tôt possible à Carthagène le cuirassé *Pelayo*, qui est ici en réparation. Le *Pelayo*, dès demain, sortira du bassin et préparera son prochain appareillage.

Le patriotisme espagnol
Madrid. — L'achat des places pour la représentation au Théâtre-Royal, et dont le produit est destiné à l'augmentation de la marine de guerre, continue. L'enthousiasme est grand. La reine-régente a payé une loge 50.000 francs, les ministres, 5.000 francs. Plusieurs capitalistes ont annoncé qu'ils prendraient des fauteuils. La Banque d'Espagne paiera un fauteuil 500.000 francs. Le banquier Larios paiera un fauteuil 150.000 francs. La comtesse Cornos en paiera un autre 100.000 francs. D'autres sociétés et des particuliers se sont fait inscrire. Le produit sera énorme.

La presse espagnole
Madrid. — Le *Liberal* publie un article demandant une solution immédiate. Il supplie le gouvernement de s'identifier avec les sentiments unanimes de la nation, dans les intérêts et les droits primordiaux d'un peuple. L'*Impartial* publie un article intitulé : « En face du Tanger ». Il recommande au pays le calme et l'énergie pour soutenir le gouvernement qui a le devoir de se montrer à la hauteur de la situation pour ne rien céder des droits de l'Espagne. Les autres journaux sont unanimes à considérer comme inacceptable l'armistice.

Les Jingoïstes américains
Washington. — En l'absence du Sénat, quatre sénateurs ont déposé chacun sous une forme différente, un projet tendant à la reconnaissance de Cuba par les États-Unis et à l'intervention armée contre l'Espagne. Les projets ont été renvoyés à la commission des affaires étrangères. Le parti Jingoïste est très déçu du ton calme dans lequel est conçu le dernier message du président Mac-Kinley. A Durango (Colorado) Mac-Kinley a été brûlé en effigie. Washington. — Une réunion a été tenue hier par le groupe des 115 républicains des deux Chambres. Au cours de cette réunion, il a été procédé à la nomination d'un comité qui sera chargé de faire part au président Mac-Kinley des sentiments des républicains en faveur d'une action immédiate.

Les achats des États-Unis
Pome. — Les États-Unis négocient avec le gouvernement italien pour l'achat de quatre cuirassés d'escadre du type du *Dandolo*. Ricciotti Garibaldi, de nouveau sollicité de prendre le commandement de la légion italienne à Cuba, a ajourné sa réponse à quelques jours.

L'Italie dans la galère
Rome. — La Correspondance Politique prétend que, étant aux sollicitations du ministre des Affaires étrangères, le ministre de la marine a pris les dispositions nécessaires pour l'envoi d'une division navale dans les eaux américaines du Nord. Suivant toute vraisemblance, cette division est prématurée et l'envoi d'une division navale ne saurait être envisagé que si un conflit éclatait entre l'Espagne et les États-Unis.

LES JOURNAUX DE CE MATIN
Extraits téléphonés des Journaux de Paris qui paraîtront ce soir à Lyon

LE GAULOIS
La cassation de l'arrêt qui condamnait Zola, ou pour être plus exact, l'annulation de la procédure apparaît comme une protestation de la cour suprême contre l'attitude qu'a cru devoir adopter le gouvernement au cours de la discussion du Panama. Il est certain que M. Milliard a fâcheusement lâché la magistrature dont il est le chef politique. Il est également certain que M. Méline a livré sans essayer de le défendre M. Loubet aux railleries du parti socialiste.

LE RAPPEL
De V. Meunier. — Comme à ces vieux parlementaires d'autrefois qui, drapés dans leur simple Majesté de magistrats ne craignent pas de faire entendre à la toute puissante elle-même des rois absolus de graves et justes paroles de remontrances, il appartient aujourd'hui aux juges de la Chambre criminelle de la cour de cassation de rétablir la vérité des choses en cassant un arrêt rendu conformément à un verdict extorqué.

L'INTRANSIGEANT
Au mépris de toutes les lois régissant la presse et la parole, notre confrère Régis a été arrêté et brutalement incarcéré

Dernière Heure
Les troubles de Tunis
Tunis, 7 h. 30 soir. — Le nommé Jourdan, qui avait été blessé d'un coup de poignard, lors des troubles, étant guéri, a comparu cet après-midi devant le tribunal. Il a été condamné à un an de prison. Le nommé Slietick, qui avait tiré un coup de revolver, a été condamné à 5 ans de travaux forcés. Son frère a été condamné à un an de prison. Plusieurs autres condamnations à des peines diverses ont été infligées à d'autres perturbateurs.

Les Mondes du Syndicat de Trahisson
Paris. — Il nous revient qu'une nouvelle brochure dreyfusarde, sur le contenu et la confection de laquelle on nous a fournis les renseignements les plus circonstanciés, serait actuellement sous presse à Bruxelles et paraîtrait dans trois ou quatre jours. Nous voulons croire jusqu'au dernier moment qu'il ne se trouvera personne d'assez imprudent pour chercher à ressusciter une agitation qui ne servirait, en tous cas, pas à ceux qui prétendent en tirer un bénéfice pour leur cause. Mais, s'il en était autrement, nous avons lieu de penser que toutes les précautions seraient prises pour empêcher cette nouvelle tentative internationale et que le factum annoncé serait arrêté à la frontière. La France a besoin de tranquillité et les lois actuelles suffisent à lui assurer.

EN EXTREME-ORIENT
Londres. — On mande de Chang-Hai que le Japon ne veut donner son consentement aux conditions faites à la Russie par la Chine. On parle à Chang-Hai d'une alliance anglo-japonaise. Li-Hung Tehang à Port Arthur. Pékin. — Li-Hung-Tehang a reçu pleins pouvoirs pour aller à Port-Arthur négocier la délimitation des territoires cédés à bail.

UN NOUVEAU TROPPMANN
La préméditation étab

